

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MERCREDI 20 AVRIL 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 22/277 CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE - EARL COQUILLAGES DU SUD - PORT DU LAZARET- COMMUNE DE LA SEYNE- SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Christian SIMON, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/277

BUREAU DU 20 AVRIL 2022

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE - EARL
COQUILLAGES DU SUD - PORT DU LAZARET-
COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code des Transports,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 2016 portant autorisation d'exploitation de cultures marines,

VU la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°21/12/466 du 16 décembre 2021 relative aux tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage du port du Lazaret applicables en 2022,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que par arrêté préfectoral du 29 juin 2016 portant autorisation d'exploitation de cultures marines, l'EARL Coquillages du Sud a été autorisée à exploiter, jusqu'au 29 juin 2051, sur le port du lazaret, la parcelle 11/08900 d'une superficie de 546 m², en vue d'y installer un local de purification de coquillages et de conditionnement pour la commercialisation de coquillages de 225,05 m² et l'activité accessoire de dégustation,

CONSIDERANT que dans ces conditions, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'alinéa 1 de l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et consentir à la société « Coquillages du Sud », représentée par Messieurs Martial HOURDEQUIN et Ronald LE LEUXHE une convention d'occupation temporaire,

CONSIDERANT que cette convention d'occupation temporaire est consentie à titre précaire et révocable moyennant une redevance annuelle de 1392,30 € TTC et qu'elle prendra fin le 29 juin 2051,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'occupation temporaire jusqu'au 29 juin 2051, au profit de l'EARL « Coquillages du Sud » portant sur la parcelle 11/08900 d'une superficie de 546 m² située sur le port du Lazaret à la Seyne-sur-Mer, en vue d'y installer un local de purification de coquillages et de conditionnement pour la commercialisation de coquillages de 225,05 m² et l'activité accessoire de dégustation.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'article N° 7083, Budget annexe 30 – port du Lazaret.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 20 avril 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**Convention d'occupation temporaire
accordée à la Société « Coquillages du Sud »
Port du Lazaret – Commune de La Seyne-sur-Mer**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° du

Ci-après dénommée « la Métropole Toulon Provence Méditerranée » ou « l'Autorité Portuaire »,

D'une part

ET

L'EARL Coquillages du Sud, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro 799 236 203, domiciliée à la Seyne-sur-Mer (83500) au 316, avenue Jean-Baptiste Mattei, représentée par Messieurs Martial HOURDEQUIN et Ronald LE LEUXHE, co-gérants.

Ci-après dénommée « l'Occupant » ou « le Bénéficiaire »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Par arrêté préfectoral en date du 29 juin 2016 portant autorisation d'exploitation de cultures marines, l'EARL « Coquillages du Sud » a été autorisée à exploiter, sur le port du lazaret, la parcelle 11/08900 d'une superficie de 546 m², en vue d'y installer un local de purification et de conditionnement pour la commercialisation des coquillages de 225,05 m² et l'activité accessoire de dégustation, jusqu'au 29 juin 2051.

Il convient donc pour la Métropole, autorité portuaire et propriétaire du port du Lazaret, d'autoriser la société « Coquillages du Sud » à occuper les terre-pleins.

Dans ces conditions, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et consentir à la société « Coquillages du Sud » une autorisation d'occupation temporaire.

En conséquence, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - NATURE DE L'AUTORISATION :

L'autorisation d'occupation accordée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée est placée sous le régime des autorisations d'occupation temporaire du domaine public. Elle est non constitutive de droits réels. Elle est régie par les règles de droit administratif applicables au domaine public des Collectivités Publiques, à l'exclusion de toute autre législation applicable en matière de locaux professionnels ou commerciaux.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'AUTORISATION :

L'EARL Coquillages du Sud est autorisée à occuper temporairement dans le périmètre portuaire du Lazaret **546 m² de terre-pleins pour y installer** un local de purification et de conditionnement pour la commercialisation des coquillages de 225,05 m² et l'activité accessoire de dégustation, conformément à l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 portant autorisation d'exploitation de cultures marines pour la parcelle n° 11/08900.

La mise à disposition de ces terre-pleins est consentie aux fins exclusives d'activités mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION :

La présente autorisation est accordée à compter de sa notification **jusqu'au 29 juin 2051**, conformément à l'arrêté préfectoral du 29 juin 2016 susmentionné.

ARTICLE 4 - REDEVANCES ET CLAUSES FINANCIERES :

4-1 : Calcul et montant de la redevance :

L'occupant versera une redevance annuelle, hors charges locatives, calculée et révisée chaque année, selon les tarifs et conditions d'usage des outillages publics, instruits annuellement conformément au Code des Transports et rapportés au nombre de mètres carrés occupés, bâtis, terrasse, terre-pleins et enseignes.

La redevance annuelle s'élèvera pour l'année **2022 à 1392,30 € TTC (mille trois cent quatre-vingt-douze euros trente centimes)** selon le détail ci-après :

Port du Lazaret Tarifs d'outillage public et des redevances de stationnement et d'amarrage applicables en 2022 – Chapitre IV – Exploitation de cultures marines :

- Terre-pleins : 546 m² x 2,55 € TTC / m² / an soit 1392.30 € TTC

4-2 : Charges locatives :

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'eau, d'électricité, de téléphone, fibre, de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

4-3 : Impôts et taxes :

L'Occupant pourra être assujéti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier et de la taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères et de toutes taxes qui s'imposeraient à lui de par la loi, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

4-4 : Modalités de paiement :

L'Occupant acquittera toute somme due au titre du présent article auprès de la Trésorerie de Toulon Municipale, à réception de l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de retard dans le paiement des sommes échues, elles porteront intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT :

5-1 : Obligations générales :

L'Occupant s'engage à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son occupation.

Les lieux seront affectés exclusivement à l'exploitation de l'activité telle qu'indiquée à l'article 2.

Ils ne pourront en aucun cas servir de lieu de couchage.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements, notamment :

- d'ordre général, mesures et consignes de police générale ou spéciale permanentes et occasionnelles en vigueur sur le port,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations électriques entre autres,
- relatifs à l'hygiène, la protection de la santé publique, l'urbanisme et à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité,
- ainsi qu'à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de la Capitainerie du port de Toulon.

Il s'engage à fournir à l'Autorité Portuaire toutes autorisations correspondantes sur simple demande.

5-2 : Obligations particulières relatives à une activité accessoire de restauration :

Concernant une éventuelle activité accessoire de dégustation, l'Occupant ne pourra l'exercer qu'à la condition expresse d'en avoir obtenu l'autorisation formalisée par l'Etat et à s'engager à respecter l'arrêté du 20 juin 2016 réglementant l'activité de dégustation des produits des exploitations de cultures marines du département du Var.

5-3 : Obligations particulières relatives aux travaux, à l'entretien et aux réparations :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte que le Bénéficiaire maintienne ou réalise, sous sa responsabilité, en cas de besoin et à ses frais exclusifs, sur les emplacements autorisés, les travaux, aménagements et installations tels que détaillés à l'article 2 ci-dessus.

Préalablement à tout commencement d'exécution de ceux-ci, le Bénéficiaire devra impérativement informer l'Autorité Portuaire, en respectant un préavis de quatre semaines minimum, et ce, afin que cette dernière puisse vérifier la conformité de ceux-ci avec les travaux régulièrement autorisés à l'article 2 susmentionné.

Les aménagements du Bénéficiaire pourront éventuellement faire l'objet de modifications, dès lors qu'elles restent compatibles avec la configuration générale des lieux ainsi qu'avec la destination du site et avec les clauses et conditions de la présente. Ces modifications devront

recevoir un agrément préalable et écrit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, après présentation d'un dossier technique. L'accord de l'Autorité Portuaire ne pourra, en aucune manière, être considéré comme un engagement à délivrance d'un permis de construire.

Pour toute installation destinée à recevoir du public, une attestation de conformité devra être établie par un organisme agréé.

Les travaux devront être réalisés conformément aux normes techniques et aux règles de l'art. Ils devront respecter les lois et règlements mentionnés à l'article 5-1 ci-dessus.

L'Occupant sera tenu d'exécuter toutes les réparations nécessaires pour maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris, s'il y a lieu, installations, matériels et mobiliers.

L'entretien et les réparations des installations et aménagements par l'occupant seront entièrement à sa charge.

L'Occupant veillera chaque année, à respecter ses obligations administratives et se munir à ses frais de toutes ses autorisations administratives. Il s'engage à procéder à tous les contrôles, vérifications tant en matière d'hygiène que de sécurité des lieux, installations et équipements de telle manière que leur utilisation soit agréée, conforme à leur usage et compatibles avec la destination des lieux.

L'Occupant veillera à maintenir, à ses frais, les locaux et emplacements extérieurs mis à sa disposition, en parfait état de propreté.

Pendant toute la durée de l'occupation, le Bénéficiaire devra laisser les agents de l'Autorité Portuaire ou toute personne mandatée par elle, visiter les lieux loués, à tout moment, pour s'assurer de leur état et fournir, à première demande, toutes justifications relatives à la bonne exécution des conditions de la présente convention.

ARTICLE 6 - JOUISSANCE DES LIEUX :

L'Occupant prend les lieux, dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, sans autorisation préalable et écrite de l'Autorité Portuaire.

L'Occupant sera tenu de respecter les consignes qui lui seront données par les services compétents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour le fonctionnement de ses chantiers et le respect des règles de sécurité.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES :

7-1 : Responsabilités :

L'Occupant est responsable de tous dommages causés par la mise en place, l'exploitation ou l'enlèvement des installations, ainsi que de la construction, sur les terre-pleins mis à disposition.

Outre ses responsabilités d'exploitant, l'Occupant assume vis-à-vis des tiers les responsabilités du propriétaire pour l'ensemble des biens mis à disposition.

L'Occupant fera son affaire personnelle, sans recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, de tous dégâts causés dans les lieux du fait de troubles, émeutes, ainsi que troubles de jouissance en résultant.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des nuisances et dommages éventuels pouvant survenir, de son fait, de celui de ses préposés ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux ainsi qu'à leurs biens.

La surveillance des lieux incombant à l'Occupant, l'Autorité Portuaire est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et / ou aux biens.

L'Occupant garantit l'Autorité Portuaire contre tout recours et / ou condamnation à ce titre.

7-2 : Assurance responsabilité civile :

L'Occupant s'assure contre le risque d'incendie des installations ainsi que contre tout événement accidentel ; il garantit sa responsabilité vis-à-vis des voisins et des tiers.

Il souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de l'occupation des lieux à titre personnel ou non, des travaux entrepris, de l'existence et de l'exploitation des ouvrages et installations. La police de responsabilité civile prévoit de la part des assureurs la renonciation à tous recours contre l'Autorité Portuaire.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, le montant couvert devra être au maximum possible sur le marché national de l'assurance et si possible illimité.

7-3 : Assurance dommages aux biens :

L'Occupant souscrit une assurance de dommages obligatoire telle que définie à l'article L.242-1 du Code des Assurances.

Les assurances dommages aux biens souscrites devront couvrir l'intégralité des biens lui appartenant et dont il a la charge ou la garde.

Les contrats d'assurance seront rédigés de manière à permettre la reconstruction à l'identique des installations ou leur remise en état ou la reconstruction des parties détruites.

Les contrats d'assurance devront obligatoirement comporter la clause suivante : « Le bénéficiaire agit pour son compte et celui de l'Autorité Portuaire contre lequel il a abandonné tout recours ainsi qu'envers son assureur ».

ARTICLE 8 – PRESCRIPTION PARTICULIERE :

L'Occupant ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison :

- de l'état des dépendances et installations du domaine public, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou de la régie du port sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Dans ces éventualités, l'Occupant ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction de redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudice commerciaux.

ARTICLE 9 – MODIFICATION - RENOUELEMENT

La présente convention pourra faire l'objet d'une modification, par voie d'avenant, ou d'un renouvellement, sous réserve de l'avis favorable de la Commission Cultures Marines.

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Bénéficiaire d'une autorisation d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 10 – CESSATION D'OCCUPATION, RESILIATION, RETRAIT DE L'AUTORISATION :

Cessation d'occupation, résiliation :

La cessation d'occupation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement.

La cessation d'occupation pour quelque motif que ce soit n'ouvre aucun droit à aucun versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée. La redevance pour occupation (hors retrait pour intérêt public) reste due par l'Occupant en son intégralité pour l'année entamée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, à la date de libération des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage) si la Métropole Toulon Provence Méditerranée l'exige. A cet effet, deux mois avant la cessation, un rendez-vous pourra être organisé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée afin que cette dernière indique au Bénéficiaire ce qu'elle souhaite maintenir ou enlever.

Le Bénéficiaire reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls.

Elle peut également intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les conditions suivantes :

Résiliation à la demande du Bénéficiaire :

Sur demande motivée du Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

Résiliation par l'Autorité Portuaire pour défaut d'exécution du Bénéficiaire :

Elle est prononcée, sans aucune autre formalité, par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant si :

- Le Bénéficiaire n'est plus concessionnaire d'une autorisation d'exploitation de cultures marines,

- s'il ne se conforme pas à l'une quelconque des conditions de la présente convention,
- s'il ne communique pas les autorisations réglementaires exigées par l'exercice de son activité,
- s'il ne règle pas les redevances ou factures pour fournitures, prestations de services ou impôts dus au titre des prescriptions de la présente convention.

Retrait pour cause d'intérêt général :

Il sera prononcé par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'Occupant avec un préavis d'un mois. Dans ce cas, le montant de la redevance sera calculé au prorata-temporis d'occupation. L'Occupant sera indemnisé du préjudice résultant des dépenses exposées, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 11 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE :

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'extension de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 12 : AVENANTS :

Toute modification à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

Fait à Toulon, le

L'EARL Coquillages du Sud	L'EARL Coquillages du Sud	Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée
---------------------------	---------------------------	--

Martial HOURDEQUIN	Ronald LE LEUXHE	Hubert FALCO
--------------------	------------------	--------------



ARRÊTÉ du 29 JUIN 2016
portant autorisation d'exploitation de cultures marines
pour la parcelle n°11/08900

Le Préfet du Var,
Officier de la Légion d'Honneur,

- Vu** le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L 2124-29 et R 2124-62 ;
- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L 911-1 et suivants, R 231-35 à R 231-59, R 237-4 et R 237-5 ;
- Vu** le code des transports, notamment son article Article R 5314-33 ;
- Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 121-3 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 6 juillet 2010 relatif aux demandes d'autorisation d'exploitation de cultures marines ;
- Vu** l'arrêté du 6 juillet 2010 portant approbation du cahier des charges type des autorisations d'exploitation de cultures marines par concession sur le domaine public maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 portant classement de salubrité et de surveillance des zones de productions et des zones de reparcage des coquillages vivants ;
- Vu** l'arrêté du 12 février 2016 portant schéma des structures des exploitations de cultures marines du Var ;
- Vu** l'arrêté du 20 juin 2016 réglementant l'activité de dégustation des produits des exploitations de cultures marines du département du Var ;
- Vu** les demandes présentées par l'intéressé en dates du 1^{er} juillet 2013 et du 5 novembre 2014 ;
- Vu** les résultats des enquêtes administrative et publique ;
- Vu** l'avis de la commission des cultures marines du 5 novembre 2014 ;

Sur proposition de la directrice départementale adjointe des territoires et de la mer du Var, déléguée à la mer et au littoral.

ARRÊTE

Article 1 : L'exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL) Coquillages du Sud, société civile représentée par les personnes physiques ayant la qualité de gérants :

Monsieur Ronald LE LEUXHE,
né le 05 octobre 1971 à Toulon,
demeurant 540, Bd Delescluze - 83200 Toulon,

et

Monsieur Martial HOURDEQUIN,
né le 22 août 1974 à Dunkerque,
demeurant 138, chemin du Vallon - 83140 Six-Fours-Les-Plages,

est autorisée, par voie de création, à exploiter la concession désignée ci-dessous, concédée à des fins de cultures marines et aux conditions fixées par le cahier des charges et les annexes joints au présent arrêté.

Feuille cadastrale	Numéro matricule	Lieu	Nature	Superficie ou Longueur
011	08900	Domaine Public Maritime terrestre - Baie du Lazaret La Seyne-sur-Mer terre-plein de la petite mer - DP 47	Local de purification et de conditionnement pour la commercialisation des coquillages et l'activité accessoire de dégustation	Terre-plein : 546m ² Emprise au sol : 225,05m ² Surface de plancher : 162,30m ²

Article 2 : La secrétaire générale de la préfecture du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Sylvie HOUSPIC

**CAHIER DES CHARGES D'UNE AUTORISATION D'EXPLOITATION DE CULTURES
MARINES PAR CONCESSION SUR LE DOMAINE PUBLIC MARITIME**

ANNEXE I

de l'arrêté préfectoral du **29 JUIN 2016**

portant autorisation d'exploitation de cultures marines pour la parcelle n°011/08900.

Article 1er : Définition de la concession

Désignation du concessionnaire :

L'exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL) **Coquillages du Sud**

Gérants : **Messieurs Ronald LE LEUXHE et Martial HOURDEQUIN**

est autorisée à exploiter la parcelle située sur le domaine public maritime, désignée ci-dessous :

Feuille cadastrale	Numéro matricule	Lieu	Nature	Superficie ou Longueur
011	08900	Domaine Public Maritime terrestre Baie du Lazaret La Seyne-sur-Mer terre-plein de la petite mer DP 47	Local de purification et de conditionnement pour la commercialisation des coquillages et l'activité accessoire de dégustation*	Terre-plein : 546m ² Emprise au sol : 225,05m ² Surface de plancher : 162,30m ²

Qui leur est concédée, à l'effet d'y installer une station :

- de purification, de conditionnement pour la commercialisation des coquillages ;

aux conditions suivantes :

Article 2

Le concessionnaire déclare bien connaître la parcelle en cause qui ne comporte aucun ouvrage et en accepter sans restriction ni réserve la jouissance en l'état où elle se trouve à la date d'effet de l'arrêté de concession (annexe II).

Article 3

Le concessionnaire est autorisé à implanter sur la parcelle concédée les ouvrages décrits en annexe III, exclusivement destinés à permettre ou faciliter les opérations directement liées à l'exploitation des cultures marines ou exercées dans le prolongement de l'activité de production pour laquelle est accordée la présente concession.

Sont à la charge exclusive du concessionnaire la totalité des frais entraînés par l'installation ou l'édification des ouvrages autorisés décrits à l'annexe III, y compris, s'il y a lieu, les frais de démolition et/ou de modification des ouvrages existants et ceux rendus nécessaires par le raccordement éventuel desdits ouvrages à la voirie publique, d'une part, à l'accès à la mer, d'autre part.

(*) conformément à l'arrêté du 20 juin 2016 réglementant l'activité de dégustation des produits des exploitations de cultures marines du département du Var.

1/14

1/2

Article 4 : Durée de la concession

La présente autorisation est valable pour une durée de 35 ans à compter de la publication de l'arrêté préfectoral.

Elle peut être renouvelée dans les conditions prévues à l'article R923-31 du code rural et de la pêche maritime. La demande de renouvellement doit être déposée cinq ans au plus et six mois au moins avant la date d'échéance de la concession.

Article 5 : Obligations du concessionnaire

5.1. Règles générales.

Le concessionnaire est tenu de se conformer aux dispositions d'ensemble visant la culture autorisée, intervenant dans le secteur où est situé son établissement même si celles-ci sont mises en vigueur postérieurement au présent cahier des charges.

5.2. Le concessionnaire est tenu d'exploiter sa concession personnellement, et exclusivement en vue de l'objet décrit à l'article 1er du présent cahier des charges, conformément aux conditions techniques prescrites. Toute modification de l'objet de son exploitation doit au préalable être autorisée par arrêté modificatif du préfet, sur demande présentée au directeur départemental des territoires et de la mer compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines.

5.3. Toute création d'ouvrages permanents ou toute modification à ceux existants doit être autorisée par arrêté modificatif du préfet sur demande présentée au directeur départemental des territoires et de la mer compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines. Le concessionnaire peut cependant entreprendre les travaux relatifs à l'entretien courant normal ou à la remise en état après dommage accidentel.

5.4. Le concessionnaire supportera les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des installations de délimitation et balisage prévus par les dispositions de l'article 5.4 de l'arrêté du 6 juillet 2010 portant approbation du cahier des charges type des autorisations d'exploitation de cultures marines sur le domaine public maritime, ainsi que ceux relatifs aux installations de signalisation maritime qui seraient prescrites par le service en charge des phares et balises, au cas où de telles installations seraient rendues nécessaires.

5.5. Le concessionnaire demeure responsable des dommages causés de son fait ou du fait de ses mandants ou employés aux ouvrages du domaine public. Il devra en particulier procéder au renflouement et à l'enlèvement de toute épave due à ses activités dans les plans d'eau et chenaux d'accès à ses installations.

5.6. Contraintes particulières et droits de passage.

Ceux-ci sont décrits à l'annexe IV.

5.7 Déclaration de production.

En application de l'article R923-11 du code rural et de la pêche maritime, le concessionnaire a pour obligation de déclarer annuellement, la production réalisée pour l'ensemble de son exploitation selon le modèle figurant en annexe V du présent cahier des charges.

Elle concerne toutes les catégories de produits (naissain/alevins, demi-élevage/juvéniles, production consommable).

De même, le concessionnaire déclare, toujours pour l'ensemble de son exploitation, le volume des produits non finis (naissain/alevins, demi-élevage/juvéniles ou autres) qu'il a acquis au cours de la même période.

Cette déclaration concerne la production effectivement réalisée sur l'année civile N-1, N étant l'année en cours.

Conformément au schéma des structures des exploitations de cultures marines du Var, celle-ci doit être adressée au directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM/DML), au plus tard le 30 avril de chaque année avec copie à la section régionale de la conchyliculture.

Par exploitation, il faut entendre l'ensemble des concessions exploitées au sein d'une même entreprise par la même personne physique ou morale.

En cas de codétention, seul le responsable de la codétention désigné par les autres codétenteurs (arrêté du 6 juillet 2010 portant approbation du cahier des charges type des autorisations d'exploitation de cultures marines sur le domaine public maritime) fournit une déclaration annuelle.

L'utilisation et la communication des informations contenues dans la déclaration annuelle ne pourront être effectuées que conformément aux lois et règlements en vigueur.

5.8. Auto-contrôles.

Le concessionnaire est tenu de procéder aux auto-contrôles sur les teneurs en éléments physicochimiques de ses produits en association avec les autres membres de la qualification selon un protocole défini par la Direction Départementale de la Protection des Populations.

Article 6 : Retrait de la concession prononcé par l'administration

Par application des dispositions de l'article R. 923-40 du code rural et de la pêche maritime, les autorisations peuvent être modifiées, suspendues temporairement ou retirées à tout moment par décision motivée du préfet après avis de la commission des cultures marines, sans indemnité à la charge de l'État :

1. Pour défaut de paiement soit de la redevance, soit des cotisations professionnelles obligatoires prévues par l'article L. 912-16 ;
2. En cas d'infraction à la réglementation générale des cultures marines ou aux clauses du cahier des charges annexé à l'acte de concession, au schéma des structures ou en cas de non-respect des normes sanitaires de commercialisation des produits d'aquaculture ;
3. En cas d'atteinte portée à la gestion ou la conservation d'une aire marine protégée définie à l'article L. 334-1 du code de l'environnement ;
4. Dans le cas où une entreprise n'exploite pas au moins un tiers des surfaces qui lui sont concédées ou si l'emplacement concerné est resté inexploité ou insuffisamment exploité pendant une période de trois ans ;
5. Si l'emplacement concédé cesse de répondre aux conditions de salubrité des eaux fixées à l'article R. 231-37 du code rural et de la pêche maritime ;
6. Si le titulaire n'a pas obtenu l'attestation de réussite au stage de formation en cultures marines, dans les deux ans à compter de la date de la décision d'octroi de la concession, en application des dispositions du sixième alinéa de l'article R. 923-15.

L'absence ou l'insuffisance d'exploitation mentionnée au 4° ci-dessus est appréciée sur la base de constatations effectuées par les agents chargés de la police des pêches maritimes énumérés à l'article L942-1. Les critères d'insuffisance d'exploitation justifiant l'application du 4° sont définis par le préfet sur proposition de la commission des cultures marines et du directeur départemental des territoires et de la mer. La durée de la période d'insuffisance ou d'absence d'exploitation à prendre en compte en cas d'épizootie ou de forte pénurie de reproduction est fixée par le préfet sur proposition du comité régional de la conchyliculture ou du directeur départemental des territoires et de la mer, après avis de la commission des cultures marines.

La décision du préfet est précédée d'une mise en demeure, spécifiant les constatations des agents de contrôle, et assortie d'un délai pour que le titulaire se conforme à ses obligations. Si, à l'issue de ce délai, le titulaire ne s'est pas mis en règle, il est invité, préalablement à la décision de retrait, à présenter ses observations.

Par application des dispositions de l'article R. 923-41 du code rural et de la pêche maritime :

Les concessions accordées en application du présent chapitre peuvent être retirées ou modifiées à tout moment par décision motivée du préfet pour motif d'utilité publique, et notamment en cas de mise en œuvre d'un plan de réaménagement ou d'un plan d'utilisation de l'espace entraînant modification du secteur concerné. Lorsque la procédure est conduite par application du code de l'expropriation, le concessionnaire évincé a droit aux indemnités prévues par ce code. La notification de cette décision est assortie d'un délai de mise en œuvre.

Article 7 : Redevance domaniale

Conformément à l'article R923-48 du code rural et de la pêche maritime, le concessionnaire du port fixe le montant de la redevance domaniale dans la limite des tarifs fixés par l'arrêté ministériel mentionné au 3° de l'article R923-11.

Article 8 : Devenir des ouvrages et remise en état des lieux

8.1. Hormis les cas prévus à l'article 8.2, l'expiration de la concession fixée par l'article 4 (premier alinéa) du présent cahier des charges, ou bien pendant la durée de validité de la concession si celle-ci ne fait pas l'objet d'une réattribution, les ouvrages et installations établis par le concessionnaire doivent être intégralement démolis et la concession remise en état. Cette démolition est effectuée à ses frais ou à ceux de ses ayants droits.

Le concessionnaire informe le concédant de la date du début d'exécution des travaux de démolition au moins deux mois avant celle-ci.

Pendant ce délai, le concédant peut, s'il le juge utile, notifier au concessionnaire qu'il entend exiger le maintien des ouvrages et installations. Dans ce cas, l'État se trouve, à compter de cette notification, subrogé à tous les droits du concessionnaire sur ces ouvrages et installations qui doivent lui être remis en l'état et sont incorporés au domaine public sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre ni à passation d'un acte pour constater le transfert.

En cas de non-exécution des travaux de démolition prévus, il peut y être pourvu d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droit après mise en demeure restée sans effet.

En tout état de cause, le concessionnaire sortant demeure responsable des ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou leur incorporation dans le domaine public en vertu de l'alinéa 3 ci-dessus.

8.2. Les dispositions de l'article 8.1 ci-dessus ne sont pas applicables dans les cas suivants :

- Renouvellement au profit du bénéficiaire ou de ses ayants droit (arrêté du 6 juillet 2010 portant approbation du cahier des charges type des autorisations d'exploitation de cultures marines sur le domaine public maritime) ;
- Concession après vacance dans les cas prévus à l'article 8 de l'arrêté du 6 juillet 2010 portant approbation du cahier des charges type des autorisations d'exploitation de cultures marines sur le domaine public maritime, ayant fait l'objet d'une indemnisation fixée par la commission des cultures marines réunie en formation restreinte ;
- Substitutions ou transferts prévus aux articles R. 923-31 à R. 923-39 du code rural et de la pêche maritime.

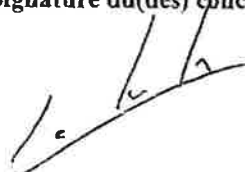
Article 9 : Impôts


Le concessionnaire supporte seul la charge de tous les impôts et taxes auxquels est ou pourrait être assujettie la concession.

Article 10 : Droits des tiers

Tous droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Signature du(des) concessionnaire(s)


LE LEUXHE


Hourdequin
RLU

ANNEXE II
(Art. 2 du cahier des charges)
Description des ouvrages en place à l'entrée en jouissance du concessionnaire

OUVRAGES APPARTENANT À L'ÉTAT (1)	AUTRES OUVRAGES (1)	DATE D'EXPIRATION DE LA PÉRIODE d'amortissement
Aucun	Aucun	

(1) Préciser notamment s'il s'agit :

- de terre-pleins ;
- de constructions comportant des aménagements spéciaux (bureaux, magasins) ;
- d'autres constructions.

ANNEXE III
(Art. 3 du cahier des charges)
Description des ouvrages autorisés à être implantés sur la parcelle

DESCRIPTION des ouvrages (1)	COÛTS ET AMORTISSEMENTS prévus	DATE D'EXPIRATION de la période d'amortissement	CONTRAINTES particulières
Local de purification et de conditionnement pour la commercialisation des coquillages et l'activité accessoire de dégustation*			
Terre-pleins : 546 m ²			
Emprise au sol : 225,05 m ²			
Surface de plancher : 162,30 m ²			
Conformément au projet validé par la commission des cultures marines du 5 novembre 2014			

(1) Préciser notamment s'il s'agit :

- de terre-pleins ;
- de constructions comportant des aménagements spéciaux (bureaux, magasins) ;
- d'autres constructions.

(*) conformément à l'arrêté du 20 juin 2016 réglementant l'activité de dégustation des produits des exploitations de cultures marines du département du Var

ANNEXE IV

(Art. 5 du cahier des charges)

DESCRIPTION DES CONTRAINTES ET DROITS DE PASSAGE	ORIGINE
Sans objet	

ANNEXE V

(Art. 5-7 du cahier des charges)

Modèle de déclaration de production annuelle



Direction
départementale
des territoires
et de la mer
du Var

PRÉFET DU VAR

Raison sociale : _____
NOM, Prénom : _____
Adresse : _____
N° de marin (ou N° MSA) : _____
N° SIRET : _____ code NAF : _____
Tél. : _____
email : _____

Délégation à la mer et au littoral

DECLARATION DE PRODUCTION ANNUELLE N-1 (N étant l'année en cours)

(article R.923-11 4° du code rural et de la pêche maritime)

Coquillages mis en élevage dans le bassin du Lazaret

Coquillages	Numéro de concession	Type d'unité de production (poches, cordes,...)	Origine des coquillages <input type="checkbox"/> Captage <input type="checkbox"/> Ecloserie <input type="checkbox"/> Gisement naturel	Stocks présents au 31/12/N-2	Provenance des coquillages Achats de l'année N-1		
					Var	autres bassins français	bassins d'autres pays
Naissains de moules				kg	kg	kg	kg
Juveniles moules				unités	unités	unités	unités
Moules taillées marchandes				kg	kg	kg	kg
Naissains d'huîtres			<input type="checkbox"/> Captage <input type="checkbox"/> Ecloserie <input type="checkbox"/> Gisement naturel	kg	kg	kg	kg
Juveniles huîtres				unités	unités	unités	unités
Huîtres taillées marchandes				kg	kg	kg	kg



PREFET DU VAR

Production année N-1 - coquillages provenant du bassin du Lazaret

Coquillages	Numéro de concession	Type d'unité de production (poches, cordes,...)	Origine des coquillages <input type="checkbox"/> Captage <input type="checkbox"/> Ecloserie <input type="checkbox"/> Gisement naturel	Stocks présents au 31/12/N-1	Répartition des ventes		
					Détail	Mareyeur	Grandes surfaces à un autre conchyliculteur
Naissains de moules				kg	kg	kg	kg
Juveniles moules				unités	unités	unités	unités
Moules taillées marchandes				kg	kg	kg	kg
Naissains d'huîtres			<input type="checkbox"/> Captage <input type="checkbox"/> Ecloserie <input type="checkbox"/> Gisement naturel	kg	kg	kg	kg
Juveniles huîtres				unités	unités	unités	unités
Huîtres taillées marchandes				kg	kg	kg	kg

Je certifie l'exactitude des informations fournies
Le : / / Signature :

Déclaration à renvoyer complétée et signée au plus tard le à :

Préfecture du Var – DDTM/DML

Cultures marines

Boulevard du 112^e Régiment d'Infanterie – CS 31209

83070 TOULON CEDEX

ou par voie électronique : ddtm-cml@var.gouv.fr

74 22

